



Primaires : vertus (apparentes) et vices (cachés) d'une greffe américaine

Yves Mény

DANS **POUVOIRS 2015/3 N° 154**, PAGES 27 À 40
ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0152-0768

ISBN 9782021230925

DOI 10.3917/pouv.154.0027

Date de mise en ligne : 22/09/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://droit.cairn.info/revue-pouvoirs-2015-3-page-27?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

PRIMAIRES :
 VERTUS (APPARENTES)
 ET VICES (CACHÉS)
 D'UNE GREFFE AMÉRICAINE

L'histoire bégaye... Les primaires sont nées aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle dans un contexte idéologique bien particulier : on y célèbre avec emphase la souveraineté du peuple. La Constitution, on le sait, commence – et semble ainsi donner un concentré d'elle-même – par le célèbre « *We the People...* » et s'auto-illusionne en répétant à l'envi que, l'Amérique, c'est « *the government of the people, by the people, for the people* »¹. Formule heureuse ou malheureuse selon que l'on privilégie les idéaux à atteindre ou la froide analyse du réel. Car, dans les faits, les *Founding Fathers* ont réussi à insérer partout les *checks and balances* susceptibles d'éviter le danger que James Madison craignait par-dessus tout, la tyrannie de la majorité. Le peuple, oui, *ma non troppo*...

En 1890, bien entendu, le président n'est pas plus qu'aujourd'hui élu au suffrage universel direct, mais le Sénat également est à l'abri des passions populaires, à charge pour lui de freiner et de bloquer la Chambre des représentants dont on a par prudence limité le mandat à deux brèves années. Les partis sont essentiellement des cliques s'auto-entretenant au sein d'appareils restreints, souvent corrompus, affairistes et dont la fonction primordiale est de garantir l'élection des *bosses* locaux. Car, bien

1. Benjamin Ginsberg, *We the People: An Introduction to American Politics*, New York (N. Y.), W. W. Norton & Co, 2011; Thomas Goebel, *A Government by the People: Direct Democracy in America, 1890-1940*, Chapel Hill (N. C.), University of North Carolina Press, 2002.

entendu, plus que jamais *all politics is local* à l'exception de la démarcation majeure qui divise les États-Unis depuis la guerre civile et répartit les dépouilles : au Sud les fiefs démocrates, au Nord les places fortes républicaines. Il faudra attendre les années 1960 pour que cette division des bénéfiques amorce son déclin au cours d'un demi-siècle de *realignment*.

28 Inutile de dire qu'une frustration profonde peut à tout moment surgir compte tenu de l'abîme qui sépare l'idéal démocratique officiel d'une réalité bien plus médiocre, d'autant que les plaies de la guerre civile sont encore à vif. L'occasion de la révolte des sans-grade contre les *fat cats* est à la croisée du politique, de l'économique et du social : la période des années 1880 est caractérisée par les extraordinaires développements de ce qu'on appellera ensuite « la première globalisation ». On assiste à de véritables révolutions technologiques dans les communications et les transports, les échanges commerciaux se multiplient, le développement urbain n'a pas d'équivalent dans l'histoire. L'Europe étend ses empires coloniaux, les États-Unis conquièrent l'Ouest jusqu'au Pacifique et dament le pion à ce qui reste de la vieille puissance coloniale espagnole. C'est une période de conquérants et de *tycoons*, de magnats industriels et de géants de la finance. Des fortunes colossales s'édifient grâce à ce boom économique, grâce à la spéculation, mais aussi grâce à la collusion de l'économique et du politique. Les grandes familles patriciennes, les Carnegie, les Vanderbilt, les Mellon, les Rockefeller, les Frick, pour n'en citer que quelques-unes, accumulent des fortunes incommensurables pendant que les classes pauvres sans cesse renouvelées par l'immigration massive venue d'Europe alimentent le prolétariat urbain et industriel... Il y avait quatre cents millionnaires aux États-Unis en 1860, ils sont plus de quatre mille en 1890. Pire, les paysans et les petits commerçants sont ruinés par ce capitalisme sauvage dominé par les banques et les grands milieux d'affaires. Des expropriations-spoliations pour la construction des chemins de fer transcontinentaux et surtout la spéculation foncière et immobilière des grands investisseurs conduisent à la faillite paysans et petites entreprises². En quelques décennies, le nombre de fermiers est divisé par deux. Les chiffres qui témoignent de la formidable transformation des États-Unis donnent le vertige : la production d'acier passe de 68 000 tonnes en 1870 à 4,2 millions de tonnes en 1890 !

De ce terreau fertile va naître le populisme, un mouvement sans équivalent dans l'histoire car rares sont à l'époque les États qui sont ou se

2. Elizabeth Sanders, *Roots of Reform: Farmers, Workers and the American State, 1877-1917*, Chicago (Ill.), The University of Chicago Press, 1999.

prétendent démocratiques et mettent le peuple au centre du pouvoir comme source de légitimité, de souveraineté et instrument de contrôle de ce même pouvoir. C'est donc au nom de la démocratie, d'une « vraie » démocratie, que se lève la bannière de la révolte. Le mouvement populiste se présente comme réformateur, modernisateur, purificateur. Il faut rendre au peuple le pouvoir accaparé par les soi-disant élites. Effectivement, le programme du People's Party rompt de manière décidée avec la vieille politique en demandant l'élimination des médiations et en restituant au peuple souverain une capacité directe d'intervention et de décision. Comme on le sait, les populistes américains échoueront dans leur tentative de prendre le pouvoir en faisant élire leurs leaders à la présidence des États-Unis et ils ne réussiront pas davantage à briser le duopole partisan des démocrates et républicains. Mais d'une certaine façon ils feront mieux : ils traceront une marque indélébile sur la définition de la démocratie à l'américaine, pénétreront profondément et durablement les deux partis au pouvoir (voir les récents développements du Tea Party Movement au sein du Parti républicain) et *last but not least* laisseront un héritage institutionnel qui structure toujours et pour longtemps encore la vie politique des États-Unis.

Les populistes parvinrent à faire élire les sénateurs au suffrage universel, contribuèrent à faire accepter l'idée d'une taxe sur le revenu, à recourir (dans une trentaine d'États) au référendum, à l'initiative populaire et au *recall* – pétition qui permet de remettre en cause une élection et de refaire un vote ou un référendum –, à instaurer dans de nombreuses villes des *nonpartisan elections* et à favoriser la gestion locale par des *city managers* non élus afin d'éradiquer la corruption et le népotisme³. Tout cet héritage est encore solidement en place. Il faut y ajouter une pièce de première importance : les primaires destinées à transférer la sélection des candidats aux élections de la main des « oligarques » à celles du peuple⁴. D'exceptionnelles à la fin du XIX^e siècle, les primaires vont devenir l'instrument quasi exclusif de sélection des candidats pour les élections nationales mais aussi dans les États et au niveau local.

Le processus fut long, caractérisé par des flux et reflux, mais aujourd'hui non seulement les primaires sont devenues le mode dominant de sélection des candidats aux élections – à toutes les élections – mais aussi un modèle

3. Yves Mény, « Initiative populaire, référendum et *recall* dans les États américains », *Pouvoirs*, n° 7, novembre 1979.

4. Alan Ware, *The American Direct Primary: Party Institutionalization and Transformation in the North*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

d'exportation adopté par de nombreux pays de façon souvent hâtive et approximative. Au cours des années 1990, on a assisté en Europe et en particulier en Italie et en France à un soudain engouement pour le processus électoral des États-Unis. Certains éléments de l'environnement rappellent le contexte américain du siècle précédent (quoique de manière moins dramatique) : l'Europe est confrontée aux effets de la « seconde globalisation » et aux changements économiques et sociaux qu'elle induit. Les bouleversements technologiques, les migrations, la contrainte qu'entraînent les échanges commerciaux avec des partenaires puissants et déterminés, la domination des grandes firmes multinationales, concourent à rendre le discours et les pratiques des partis politiques obsolètes, désuets, inadaptés. De partis parlementaires classiques ils tendent à devenir des partis désidéologisés, des machines électorales piégées par le fossé séparant les électeurs du petit groupe de militants qui, en principe, contribuent à la sélection des dirigeants. Des dirigeants par ailleurs de moins en moins en phase avec un électorat volatil, inconstant et consumériste dans ses comportements. Les partis et en particulier les partis de gauche se sont déstructurés, ont perdu leurs marques traditionnelles, se sont « américanisés » en ce sens que la sélection du leader devient plus importante que le programme lui-même. Il est symptomatique qu'en France par exemple le programme des candidats à l'élection présidentielle s'inspire du programme du parti mais prenne aussi ses distances à son égard.

L'engouement des partis européens et en particulier des partis de gauche pour les primaires est assez étrange. Comment et où naît-il ? Quelles sont les tares originelles de cette bizarre importation ? Quelles sont les conséquences de cette greffe inattendue ?

L'ÉMERGENCE DES PRIMAIRES EN EUROPE

Il est bien difficile de définir l'origine précise de la fatale attraction pour les primaires chez certains partis européens et plus spécifiquement à gauche. C'est en Italie et en France que démarre le débat sur l'intérêt qu'il y aurait à recourir à des élections primaires pour la sélection des candidats au milieu des années 1990.

Il y a de bonnes raisons à cela : en France, la gauche socialiste, à la fin du second mandat de François Mitterrand, n'a ni leader incontesté ni procédure adéquate pour sélectionner le candidat à la présidentielle de 1995. Lionel Jospin est vivement contesté par la gauche du parti (Henri Emmanuelli) et encore davantage par les formations à la gauche du

Parti socialiste. Mais il emporte la primaire interne au parti. Il perd les élections cependant, ayant fait bonne figure et étant le Premier ministre de la cohabitation, en 2002 il devient le candidat « naturel » du parti. Sa candidature (annoncée par fax cette fois...) suscite de multiples adversaires sur sa gauche. Trublions irresponsables pour certains mais indispensables quoi qu'il arrive pour obtenir une majorité au second tour. Sa brutale élimination au premier tour au profit de Jean-Marie Le Pen, candidat du Front national, suscitera un tel choc que les partisans d'une sélection par une primaire se voient offrir un boulevard en vue de 2007⁵.

En Italie, le problème est différent dans la forme mais similaire dans la substance : comment, dans un système constitutionnel qui, par réaction au fascisme, a étouffé dans l'œuf toute tentative de création d'un leadership, faire émerger des leaders ? Et ceci au moment où la droite et le centre ont enfin trouvé en 1994 l'homme providentiel, Silvio Berlusconi ?

Le paradoxe est que France et Italie disposaient, chacune à sa façon, de systèmes de « primaire » inavoués. En France, qu'est-ce que le scrutin majoritaire à deux tours si ce n'est une primaire simple, efficace, rapide ? En Italie, qu'est-ce que le système des « préférences » si ce n'est la possibilité pour l'électeur, dans le secret des urnes, de modifier l'ordre des éligibles concocté par le parti ? Sans en porter le nom, les mécanismes traditionnels des systèmes français et italien étaient bel et bien des modes autochtones et spécifiques de sélection des candidats. Pourquoi abandonner la tradition pour se précipiter vers des mécanismes mal maîtrisés ?

La conjonction stellaire a fait que la même année en Italie et en France les partis de gauche ont été confrontés à des situations les obligeant à trouver des solutions alternatives : en France, l'impossibilité de trouver dans le Parti socialiste une mobilisation suffisante en faveur d'un candidat incontesté poussa à ouvrir le processus en y intégrant les membres du parti. On passait d'un corps électoral de quelques centaines de membres du Congrès aux quelque cent mille militants à jour de leurs cotisations. En Italie, la modification de la loi électorale et la suppression des préférences suscitèrent de fortes perplexités en particulier dans le Sud où même les partis de gauche étaient susceptibles d'être infiltrés par les organisations mafieuses. Comment éviter que les partis locaux n'investissent des personnages suspects ? Les risques de corruption, clientélisme et autres pathologies de la politique étaient déjà grands avec le système des préférences, ils devenaient dramatiques avec l'élimination de toute

5. Pascal Perrineau et Colette Ysmal (dir.), *Le Vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

intervention des électeurs contraints à voter pour des listes bloquées. Ce n'est donc pas un hasard si l'une des toutes premières réflexions sur la question provient d'un ouvrage publié sous la direction d'un juriste de l'université de Calabre, Silvio Gambino, en 1995⁶. Ce dernier souligne lui-même dans son introduction que le motif de la publication avait été la remarque d'un leader de la gauche méridionale observant que la nouvelle loi électorale imposait pour la constitution des listes de recourir au « marché de l'occasion » ! D'où l'initiative académique d'une réflexion autour de la question suivante : « Comment renouveler le processus de sélection des élites politiques ? » Ajoutons à cela que l'Italie, dont le passe-temps favori est l'autoflagellation, éprouve une fascination irréprensible pour ce qui se fait ou se dit hors de ses frontières et qu'une armée d'universitaires étudie les institutions et les règles étrangères – contrairement à la France – pour s'en faire les promoteurs sur le thème « l'herbe est plus verte ailleurs ». L'Italie est un vaste marché d'importation institutionnelle. Le seul défaut de cette fascination hétérophile est que, trop souvent, les règles et institutions sont analysées et promues « hors-sol », sorties de leur contexte⁷ et souvent condamnées à l'échec, car on a en quelque sorte oublié « l'esprit des lois ».

Après l'expérience de 2005 qui aidait la coalition de l'Olivier à se sortir d'un mauvais pas (le « plébiscite » en faveur de Romano Prodi), le Parti démocrate (PD) n'a pas cessé de recourir massivement et toujours apparemment avec succès aux primaires. D'abord à usage interne pour régler la question du leadership d'une formation composite où cohabitent les anciens du Parti communiste italien (PCI) et ceux du centre gauche, les héritiers de la gauche de la Démocratie chrétienne. La participation au vote donne une idée de l'importance de la mobilisation populaire malgré le déclin des partis dans la péninsule et bien entendu fit rêver les socialistes français. Mais on observe aussi combien les nouvelles procédures destinées à favoriser l'émergence d'un leader ne constituent pas une solution miracle : en 2007, plus de 3,5 millions d'électeurs choisissent entre un ancien du PCI, Walter Veltroni (qui l'emporte avec 75 % des voix) et deux représentants des courants démocrates-chrétiens, Rosa Bindi (13 %) et Enrico Letta (11 %). En dépit

6. Silvio Gambino (dir.), *Elezioni primarie e rappresentanza politica*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1995.

7. Le politologue Gianfranco Pasquino et le juriste Sabino Cassese notamment émirent des commentaires critiques sur cette « importation » institutionnelle (Gianfranco Pasquino, « Democrazia, partiti, primarie », *Quaderni dell'Osservatorio elettorale*, n° 55, 2006, p. 30 ; Sabino Cassese, « La debolezza delle primarie », *Corriere della Sera*, 5 septembre 2005).

de ce quasi-plébiscite, Veltroni démissionne deux ans plus tard et une nouvelle primaire est organisée. À nouveau, la compétition oppose un ex-PCI, Pier Luigi Bersani, élu avec 53 % des voix, à un centriste (Dario Franceschini, 34 %) et à un *outsider* propulsé sénateur à son retour des États-Unis (Ignazio Marino, 12,5 %). Bersani, dont le leadership est contesté, démissionne avant le terme de son mandat de quatre ans en avril 2013, faute d'avoir réussi à imposer les candidats successifs qu'il soutient pour la présidence de la République, Franco Marini d'abord, Romano Prodi ensuite. Les « francs-tireurs » de son parti, profitant du vote secret, ont saboté les accords internes du groupe le plus important du Parlement. Giorgio Napolitano doit reprendre du service pendant que le PD organise sa troisième primaire en six ans. Cette fois, la lassitude des électeurs se manifeste : ils étaient encore 3 millions en 2009, ils tombent à 2,81 millions en décembre 2013. Mais les rapports sont inversés : Matteo Renzi, le scout catholique, dame le pion aux deux représentants de la gauche du parti, ceux que Silvio Berlusconi persiste à appeler « les communistes ». À eux deux ils n'obtiennent que 32 % des voix contre près de 68 % pour l'étoile naissante d'une gauche décomplexée, pragmatique et plus soucieuse de résultats que d'idéologie. Le PD a trouvé son leader mais le vieux parti parlementaire de gauche est mort en dépit d'ultimes soubresauts. Faute de mieux, en janvier 2015, le PD unanime se rallie à la candidature voulue par Matteo Renzi pour la présidence de la République, celle de Sergio Mattarella, un juriste digne et probe, un ancien démocrate-chrétien de Sicile. La route fut longue mais elle s'arrête à Canossa...

33

LES TARES D'UNE IMPORTATION « SAUVAGE »

L'Europe a une vision romantique et romancée des primaires à l'américaine. La majeure partie des observateurs, qu'ils soient politiques, journalistes, voire universitaires, n'a qu'une connaissance approximative et fragmentaire de ce que sont les primaires aux États-Unis. La plupart du temps, ces dernières sont réduites à leur seule version présidentielle. Pire, on a moins encore réfléchi aux origines, aux modalités et aux implications de ce mode de sélection sur le fonctionnement des partis américains et sur les conséquences, bénéfiques ou néfastes, que leur greffe pourrait avoir sur les partis de gauche en Europe – puisque ceux-ci en ont été jusqu'ici les principaux promoteurs et utilisateurs. À titre personnel, ayant été sollicité par le PD pour discuter de cette question avec les responsables nationaux et régionaux (qui avaient déjà fait l'expérience

de la chose...), je me souviens de l'étonnement pour ne pas dire de la stupéfaction de l'auditoire face à l'exposé de deux professeurs de Harvard sur les primaires américaines : quoi, c'étaient cela, les primaires ? cette jungle de règles ? cette prolifération d'options et de possibilités ? Les dirigeants du PD avouaient qu'ils avaient importé une technologie institutionnelle ou plutôt un mot magique dont ils n'avaient pas soupçonné la diversité, la richesse mais aussi l'incroyable complexité.

L'adage selon lequel « on peut dire tout et son contraire sur les États-Unis et avoir toujours raison » s'applique particulièrement bien au phénomène des primaires. On ne reviendra pas sur l'analyse de ces règles et pratiques qui sont présentées par ailleurs⁸, rappelons simplement une règle fondamentale ignorée par les « importateurs » : pour le meilleur ou pour le pire, les primaires américaines sont le plus souvent régulées par les autorités publiques fédérées et non par les autorités fédérales, ce qui fait que la diversité est la règle. Pas deux États ou localités dont les normes soient identiques...

Le fait que les primaires en Europe et en particulier en France et en Italie soient fondées sur des règles « privées » bâties par les organisations partisans intéressées produit un certain nombre d'effets bizarres ou pervers. Le premier est celui du tâtonnement et de l'instabilité. Il est plus facile de changer les règles au sein du parti que de faire voter une législation s'imposant à l'ensemble des partis politiques... On est donc confronté à une succession de *trials and errors* : on essaie et les déboires éventuels suscitent des appels au changement faute d'avoir atteint les objectifs espérés⁹. C'est ainsi qu'en France on est passé d'une primaire fermée en 2002 à des primaires ouvertes en 2007 et 2012. En France comme en Italie, la phase de consolidation n'est pas encore survenue et la discussion sur les « bonnes règles » devient un élément additionnel de clivage et de division au sein des partis concernés (et bien entendu la discussion est biaisée par les intérêts stratégiques des factions en présence).

Par ailleurs, si dans la meilleure hypothèse les primaires à l'européenne peuvent contribuer à régler la question du leadership au sein des partis, elles se révèlent incapables de résoudre le nœud du problème : le choix du leader de la coalition. En opérant la greffe américaine, on a négligé le caractère essentiel que revêt le bipartisme d'airain outre-Atlantique.

8. Voir dans ce numéro l'article de Thomas Hochmann, « Primaires américaines : le bon, la brute et le truand », p. 15-26.

9. Cf. Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'agir, 2011.

Les deux partis qui s'opposent partagent une connivence totale et inébranlable sur la nécessité de maintenir leur duopole qui, bien souvent, n'est qu'un monopole déguisé d'un État à l'autre. Les législatures des États, avec la bénédiction de la Cour suprême, ont « blindé » les règles électorales de telle sorte qu'aucun accident n'est concevable. Nul tiers parti n'a encore réussi à émerger au niveau fédéral. Au contraire, en Europe, et de manière de plus en plus marquée, aucun parti ou presque n'est en mesure, seul, d'obtenir une majorité absolue. C'est vrai même dans le pays qui a inventé le bipartisme, le Royaume-Uni... Or, de ce point de vue, les primaires européennes se sont révélées bien incapables de résoudre le problème.

« Faux ! » pourrait-on rétorquer en soulignant le formidable succès – apparent – qui permit à Romano Prodi de vaincre haut la main ses adversaires au cours d'une primaire de coalition¹⁰. Les gauches réunies avaient réussi l'exploit de mobiliser 4 311 149 électeurs le 16 octobre 2005. Ce résultat fut vécu par la presse et l'électorat de gauche comme une extraordinaire réussite. Prodi, un homme « hors appareil » mais légitimé par son expérience de président de la Commission européenne, avait réussi à s'imposer contre quatre secrétaires généraux de petits partis de la coalition promise à gouverner en cas de victoire, écartant notamment Fausto Bertinotti de la gauche radicale (14,75 % des voix) et Clemente Mastella (4,6 %), leader d'un petit parti centriste présent surtout dans le Mezzogiorno. La coalition allait en effet vaincre Berlusconi en 2006 mais Prodi était dépendant de ces partis minoritaires pour sa survie. Les deux ans de gouvernement qui suivirent furent un chemin de croix qui non seulement dégoûtera pour toujours Prodi de la politique mais renforcera encore si c'est possible les désillusions des électeurs, la diffusion du populisme, et permettra le retour de Berlusconi. La primaire de 2006 ne fut guère plus que la feuille de vigne cachant l'incapacité du parti dominant à gauche, l'ex-PCI, à faire émerger en son sein un leader capable d'affronter Berlusconi avec quelque chance de succès.

Apparemment, en France, les deux primaires socialistes en vue des présidentielles de 2007 et 2012 ont produit de meilleurs résultats puisqu'elles permirent au candidat du parti d'éviter la répétition du désastre de 2002. Mais le succès relatif de Ségolène Royal et celui incontestable de François Hollande en 2012 tiennent-ils à la capacité de faire émerger le meilleur candidat possible ou au « facteur Sarkozy »,

10. Cf. sur ce point les pertinentes observations d'Emanuele Rossi et Luca Gori, « Le "primaire" in Italia: dalla prassi alle regole », *Quaderni costituzionali*, vol. 29, n° 3, 2009.

autrement dit à la polarisation accrue que suscite chaque fois le candidat de droite ?

36 Un autre élément de faiblesse lié à l'absence de règles publiques (la Toscane est l'unique exception à ce jour avec sa loi de 2005) découle de celles adoptées par les partis : les garanties fournies (transparence, secret du vote, modalités d'enregistrement des électeurs, etc.) sont moins certaines qu'en cas de vote officiel. Car les partis, même les plus honorables, ne sont pas toujours des parangons de vertu dans la gestion de leurs affaires internes... En France, l'élection du président de l'UMP en 2013 fut loin d'être incontestable et, en Italie, certaines primaires régionales du PD ont été non seulement disputées mais... discutées. La primaire passée en Campanie a donné lieu à scandale et celle prévue fin 2014 pour le choix du candidat PD à la présidence de la région a dû être reportée par trois fois en raison de la confusion extrême qui règne au sein du parti... Naples, dira-t-on... Mais, en janvier 2015, Sergio Cofferati, l'ancien leader syndical de la CGIL (la CGT italienne) a rendu sa carte de membre du PD (lui, un militant de toujours de l'ex-PCI) après avoir été battu en Ligurie par la candidate soutenue par Matteo Renzi (et aussi par Claudio Scajola, un ex-ministre de l'Intérieur de Silvio Berlusconi, génois à la réputation sulfureuse). Après des protestations de Cofferati et un examen des opérations électorales par la commission de contrôle, les résultats concernant treize sièges électoraux (et 3 928 votes sur 54 000) furent annulés. Le caractère « privé » des règles permet en effet quelques fantaisies généreuses mais propices à la fraude : droit de vote octroyé aux résidents étrangers depuis plus de trois ans en Italie, mineurs de 18 ans atteignant la majorité durant la législature, donc en fait des jeunes de 15-16 ans, etc. De même que les observateurs s'étaient étonnés, lors de certaines primaires locales et régionales, de l'intense participation des Roms ou des Albanais, l'empressement civique de la communauté chinoise de Gênes à voter apparut quelque peu suspect... Comme au bon vieux temps de la politique américaine ou méridionale, le vote peut s'acheter. Sans parler des jeux stratégiques poussant les membres des autres partis à faire de l'entrisme. Faire pencher la balance en faveur de son opposant « préféré » vaut bien une messe – c'est-à-dire payer une obole et souscrire à une charte souvent assez vague et générale pour rallier le maximum d'électeurs. À Gênes par exemple dans l'un des bureaux de la ville, au sein d'un quartier considéré comme le fief du berlusconien Scajola, sur les 1 500 suffrages exprimés, le malheureux Cofferati n'obtint que 200 voix contre 1 300 pour son adversaire Raffaella Paita, soutenue en sous-main par Scajola...

LE PRÉVISIBLE ET L'IMPRÉVU :
LES CONSÉQUENCES POUR LA VIE POLITIQUE

L'introduction des primaires soulève une question : que fait la gauche dans cette galère ? C'est elle qui a introduit ces mécanismes et, en général, quand les partis de droite y recourent, c'est sur la lancée et à l'imitation de leurs adversaires de gauche. C'est incontestable en Italie et c'est aussi le cas au sein des partis socialistes de neuf des vingt-huit États de l'Union européenne.

Le choix des candidats par un électorat plus large qu'un congrès ou même que les simples militants est une claire illustration de la crise des partis en particulier et de la représentation en général. Qu'est-ce qu'un parti si ce n'est un instrument d'agrégation et de médiation entre électeurs et institutions représentatives ? Les partis sont nés comme une conséquence obligée du principe de représentation. Ce fut d'abord le cas dans l'Angleterre du XVIII^e siècle et ce le fut ensuite, avec beaucoup de difficultés et de résistance, dans la France révolutionnaire et post-révolutionnaire. Les anti-parti de tout poil, fussent-ils monarchistes ou radicaux de la révolution, s'y opposèrent au nom de la souveraineté unique, celle du roi ou celle du peuple. La médiation, affirmaient-ils, est détestable, trait commun partagé avec les populistes d'hier et d'aujourd'hui. N'oublions pas que l'acte de naissance des primaires est une proclamation anti-parti ! Sans s'en rendre compte, les partis et plus encore les partis de gauche sont tombés à pieds joints dans le piège. Comment en est-on arrivé là ?

La gauche est en effet confrontée à deux problèmes fondamentaux : l'un vieux comme la gauche elle-même, celui du leadership, l'autre plus récent, celui de la représentation.

À la différence des droites, qu'elles soient françaises ou européennes, la gauche a toujours eu des états d'âme sur la question du leadership, préférant le collégial au personnel, le collectif à l'individuel. Et lorsqu'elle a été en position, intellectuellement ou politiquement, d'inscrire ces préférences dans les institutions, elle n'a pas manqué de le faire. C'est ce qu'il advint sous la III^e République, en dépit d'une Constitution qui permettait le contraire, et avec la Constitution italienne de 1948. La gauche a promu ainsi des républiques acéphales, des régimes de partis vivant de la rente des mauvais souvenirs : Napoléon III d'un côté, Mussolini de l'autre. Seuls la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui n'avaient pas connu ces cauchemars, pouvaient aborder – par des voies différentes – sans états d'âme et sans complexes la question du leadership. Tant en France

qu'en Italie, la question a resurgi brutalement avec la mise en place de la république gaullienne, la monarchie républicaine d'un côté et l'arrivée en fanfare de Berlusconi de l'autre. Ce dernier ne laissera aucun héritage institutionnel si minime soit-il mais aura réintroduit la question lancinante du leadership¹¹, forçant la gauche italienne à chercher, comme Soubise et sa lanterne, les voies d'identification du leader introuvable¹². Le Parti socialiste français pour sa part, suite à la présidence impériale de Mitterrand (après tout un *outsider* de la famille socialiste), semblait s'être converti à la nécessité du leadership mais n'avait rien mis en place pour trouver « un chef qui en soit un ».

Ceci dit et en dépit des résultats mitigés que l'expérience des primaires offre à l'analyse, il est probable que ce mode de sélection, tout imparfait qu'il soit, soit irréversible. C'est ce qu'enseigne l'expérience américaine, c'est ce que montrent les expériences plus limitées en France, en Italie, en Europe. Le modèle s'élargit dans un double mouvement : de gauche à droite et de la périphérie vers le centre. À moins que cela ne soit le contraire, du centre vers la périphérie.

Pourquoi pas ? *A priori*, la primaire est un système pas plus mauvais qu'un autre pour la sélection des élites. Toutefois, ce mode de faire a des effets systémiques que les acteurs les plus directement intéressés semblent avoir ignorés ou sous-estimés : la structure des partis centralisés, disciplinés, idéologisés, fonctionnant grâce à des militants engagés, est menacée par cet intrus qu'est la primaire, qui met sur un pied d'égalité le militant, le sympathisant, l'opportuniste et même le stratège du parti d'en face lorsqu'il s'agit d'une « primaire ouverte ». Loin d'apaiser les tensions internes aux partis, elle les exacerbe, les ossifie et le prix à payer l'est avant (Royal et les autres ; Sarkozy et Juppé) ou après (Hollande et les autres). Les partis n'ont pas résolu leur problème, ils l'ont déplacé : l'absurdité réside dans le fait qu'ils prétendent avoir un programme alors même qu'ils mettent en place la procédure « pousse au crime », celle qui force chaque candidat au sein des partis à se démarquer, à se différencier par la compétition. La seule alternative est le *beauty contest* qui, dans les partis programmatiques (ce que ne sont pas les partis américains), dénature et dévalue l'idée même de primaire.

L'autre cadavre dans le placard des partis est celui de la représentation :

11. Yves Mény et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000.

12. Silvia Bolgherini et Fortunato Musella, « Le primarie in Italia: ancora e soltanto personalizzazione della politica ? », *Quaderni dell'Osservatorio elettorale*, n° 55, 2006, p. 219-239.

comme on l'a dit plus haut, les partis sont les enfants naturels de la démocratie représentative. Or aujourd'hui ils sont les premières cibles et victimes d'un double mouvement. D'une part, la désidéologisation des enjeux et surtout l'absence de cadre de pensée permettant de rendre compte du monde tel qu'il se présente à nous puis de proposer des réformes affaiblit la capacité des partis à agréger de manière forte et stable une majorité de citoyens. On vient d'en faire l'expérience dramatique et fascinante en France. Face au nouveau monde en crise, la classe politique française pour une fois unanime n'a pas trouvé mieux que le ralliement au pacte républicain – certes un mythe honorable sous bien des aspects (encore faut-il passer par pertes et profits la colonisation, la mise à l'écart des femmes de la société politique, la violation réitérée des libertés qui nous sont aujourd'hui si chères, etc.). Cependant, personne n'a été en mesure comme l'expliquait Maurice Thorez à ses ouailles en 1945 de « revaloriser les valeurs » de la République. Liberté, égalité, fraternité, laïcité, ne sont que des mots si l'on n'y met pas le contenu capable de leur redonner sens pour le *xxi*^e siècle. Faute de cet exercice, les partis seront incapables de remplir la mission qu'ils se sont donnée et ne seront que des coalitions d'intérêts, dévalorisées en raison du hiatus entre ce qu'ils prétendent être et ce qu'ils sont devenus. Le risque pour les partis de demain en Europe est leur « américanisation » inéluctable. Alors que les partis américains n'ont pas de problèmes avec ce qu'ils sont (des machines électorales rassemblant à un moment donné des intérêts hétéroclites sous le double regard de Dieu et du business), les partis européens sont en train de se tirer dans le pied en croyant se sauver du marasme présent....

R É S U M É

40

Les primaires sont nées aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle lorsque le parti populiste (People's Party) était au faite de son influence. Pendant longtemps, elles furent considérées comme une dimension spécifique et « exotique » de la politique américaine et comme un instrument anti-parti puisque les deux partis dominants perdaient de leur mainmise sur le processus électoral. Étrangement – et sans procéder à une analyse approfondie –, les partis de gauche en Europe et singulièrement le Parti socialiste en France et le Parti démocrate en Italie ont sauté sur l'occasion. On peut expliquer ce comportement comme une tentative désespérée d'affronter le double problème du leadership et de la représentation que les appareils traditionnels des deux partis étaient incapables de résoudre. Cette greffe peut offrir des solutions à court terme mais le risque est d'accentuer la transformation – en les évitant – des partis parlementaires classiques en Europe.